



FONDS D'INTERVENTION RÉGIONAL

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
Bourgogne-Franche-Comté

2026

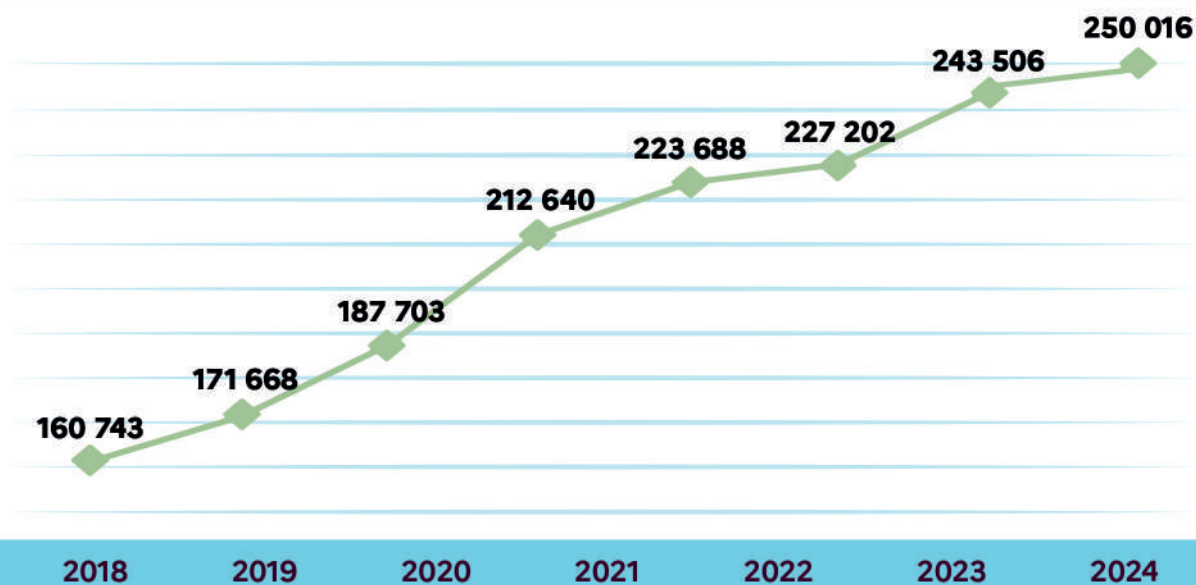




FIR 2025

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

DÉLÉGATION DE CRÉDITS (en milliers d'euros)



DOTATION FIR 2025 :

250 016 K€

(sans compter l'arrêté 2 du FIR 2025 publié le 12 décembre 2025)

NOMBRE DE PROJETS CONCERNÉS :

1 250 projets en 2025,

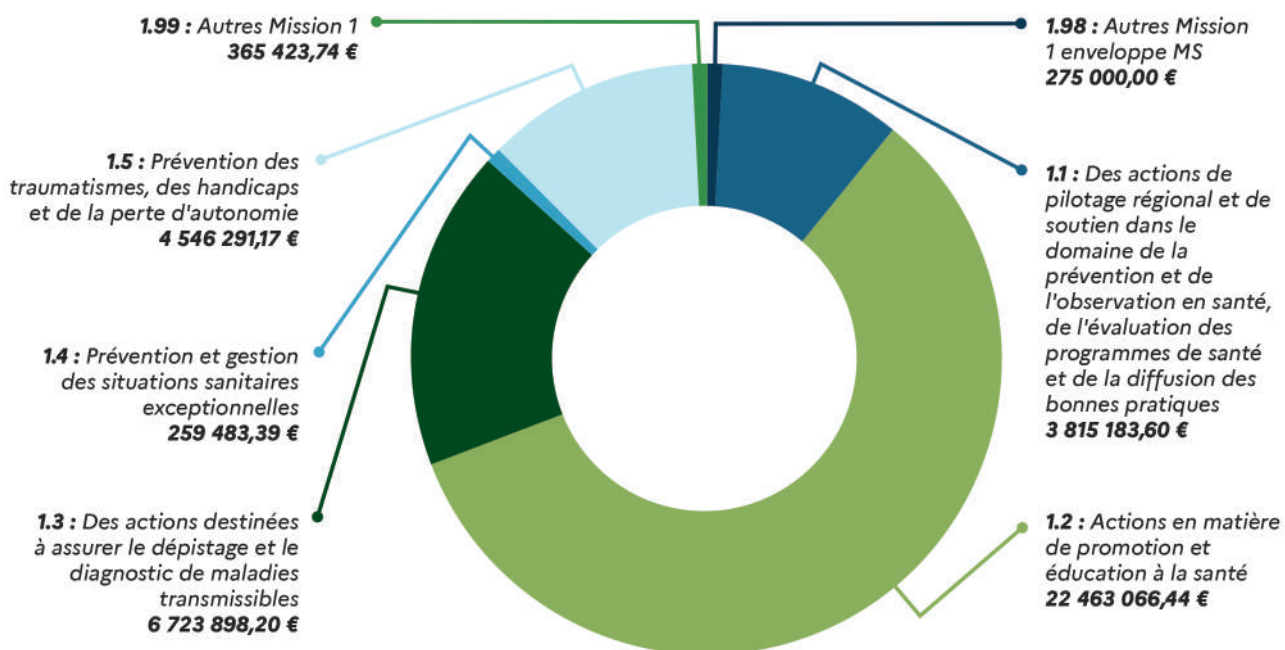
1 420 projets en 2024,

1 178 projets en 2023,

1 363 projets en 2022.

QUELQUES ACTIONS PROBANTES

PROMOTION DE LA SANTÉ ET PRÉVENTION DES MALADIES, DES TRAUMATISMES, DU HANDICAP ET DE LA PERTE D'AUTONOMIE : **38 M€**



L'éducation thérapeutique du patient (5 128 k€) vise à aider les patients à acquérir ou maintenir les compétences dont ils ont besoin pour gérer au mieux leur vie avec une maladie chronique. Elle fait partie intégrante et de façon permanente de la prise en charge du patient. Ce dispositif a pour but d'aider les patients, ainsi que leur famille, à comprendre leur maladie et leur traitement, à collaborer et à assumer leurs responsabilités dans leur propre prise en charge, afin de les aider à maintenir et à améliorer leur qualité de vie. L'éducation thérapeutique du patient permet au patient de soulager ses symptômes, de prendre en compte les résultats d'une auto-surveillance, d'une auto-mesure, de réaliser des gestes techniques (injection d'insuline par exemple), d'adapter des doses de médicaments.

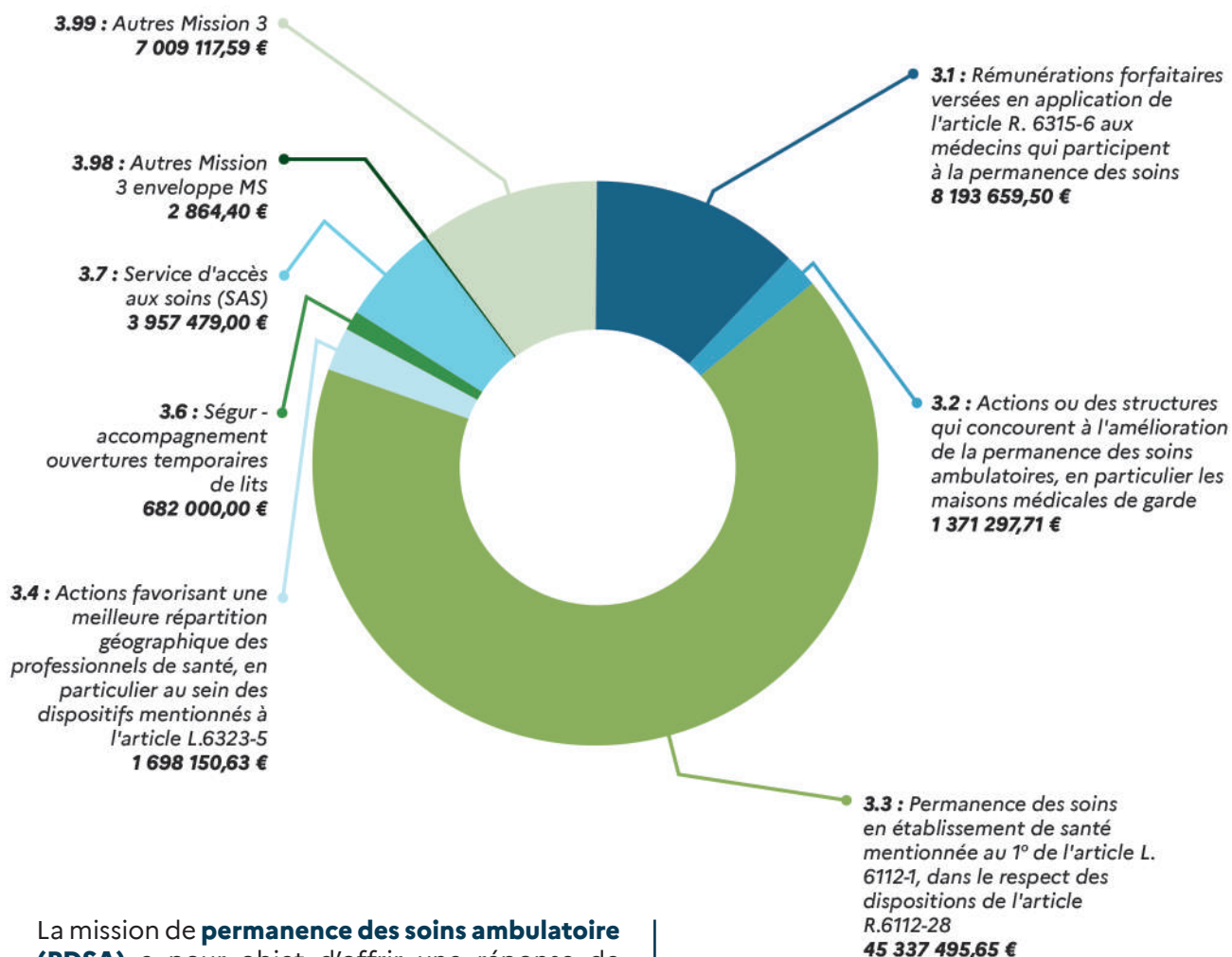
Le **COREVIH** (COordination REgionale de lutte contre le Virus de l'Immunodéficience Humaine) devient CoReSS (Comités de coordination régionale de la santé

sexuelle) à compter du 1^{er} juin 2025 (317 k€) afin de :

- Elargir leurs missions à l'ensemble de la santé sexuelle ;
- Recentrer les CoReSS sur la coordination des acteurs en santé sexuelle ;
- Affirmer la nécessité de prendre en compte les personnes vulnérables en santé sexuelle et de lutter contre les inégalités territoriales et sociales de santé existantes ;
- Encourager les partenariats avec les autres acteurs du champ de la santé sexuelle.

Ce changement, qui s'inscrit dans la Stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030, ne signifie pas une réduction de l'engagement envers la lutte contre le VIH, qui continuera d'être une mission majeure du CoReSS, il vise à développer une approche globale de la santé sexuelle.

PERMANENCE DES SOINS ET RÉPARTITION DES PROFESSIONNELS ET DES STRUCTURES DE SANTÉ SUR LE TERRITOIRE : **68,2M€**

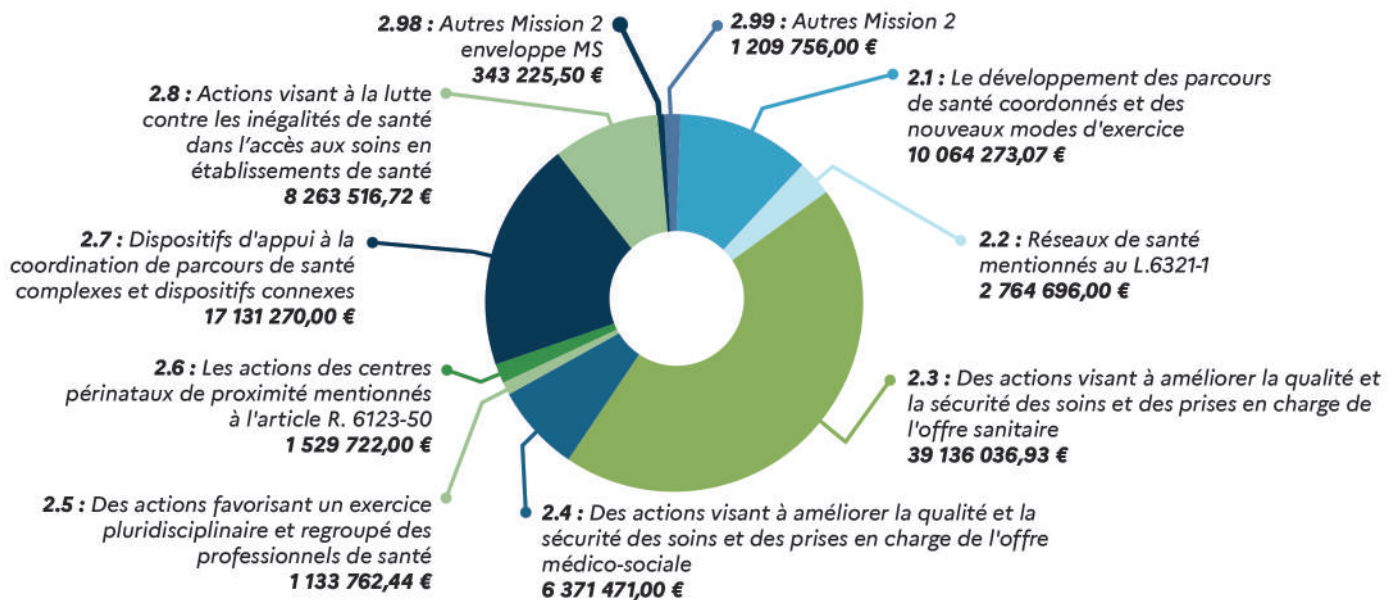


La mission de **permanence des soins ambulatoire (PDSA)** a pour objet d'offrir une réponse de premier recours aux besoins de soins non programmés de la population aux heures de fermeture habituelles des cabinets libéraux et des centres de santé. La PDSA est une mission de service public assurée par des médecins généralistes volontaires les soirs et nuits de 20 h à 8 h, le samedi de 12 h à 20 h, les dimanches, jours fériés et ponts mobiles de 8 h à 20 h. Les rémunérations forfaitaires versées aux médecins qui participent à cette permanence des soins sont financées sur le FIR (**3,9 M€**).

L'accès à l'offre de soins non programmée est plus efficace si une **régulation** intervient en amont. A ce titre, des médecins généralistes apportent leur concours à leurs confrères urgentistes dans les centres 15 de la région, permettant aux médecins régulateurs du SAMU

de se recentrer sur l'aide médicale urgente (**4 M€**). Les indemnités des médecins généralistes sont versées par les Caisses primaires d'assurance maladie qui refacturent ensuite à l'ARS par le biais de conventions de mandat. A la suite de l'adoption de la LFSS 2026, et plus particulièrement de son article 60 portant sur les soins non programmés, un transfert du financement des forfaits de régulation de la PDSA depuis le FIR vers l'enveloppe des soins de ville de la CNAM s'opère à compter du 1^{er} janvier 2026.

ORGANISATION ET PROMOTION DES PARCOURS DE SANTÉ COORDONNÉS ET AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ DE L'OFFRE SANITAIRE ET MÉDICO-SOCIALE : **87,9M€**



La **santé mentale** grande cause nationale 2025, se traduit, à titre d'exemples, par le financement de la mesure 31 du Ségur de la santé (**410 k€**) qui vise à renforcer l'offre de soutien psychiatrique et psychologique de la population en donnant accès à des **consultations de psychologues** libéraux ou salariés **dans des maisons de santé pluri-professionnelles (MSP) ou en centres de santé (CDS)**.

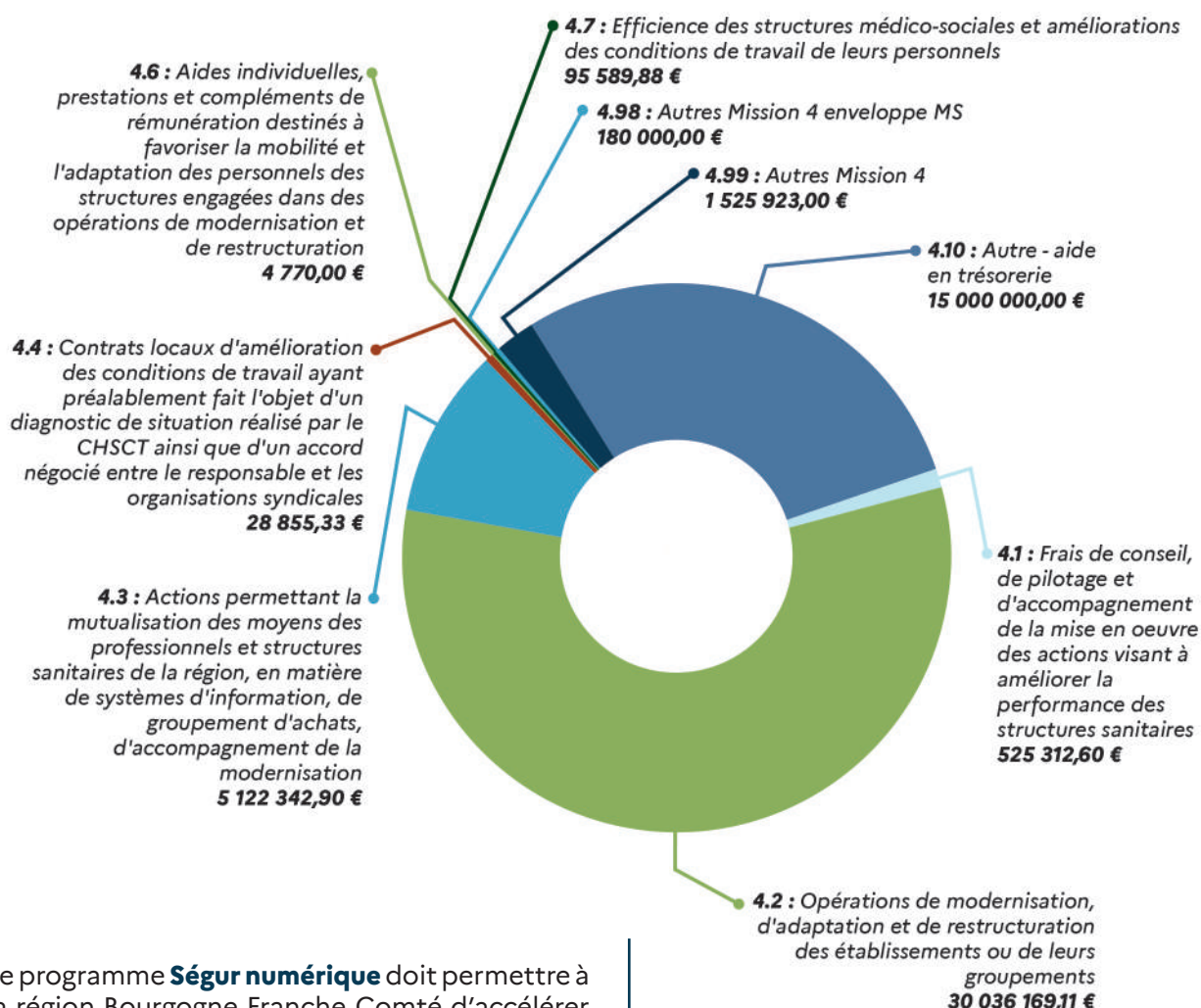
Ce dispositif vise à promouvoir, dans une logique de parcours et en lien avec le second recours, la coopération entre le psychologue et le médecin généraliste travaillant en MSP/CDS afin d'offrir une première réponse à des états de souffrance psychique repérés par le médecin généraliste, tout en identifiant des indicateurs de gravité justifiant une orientation directe vers les soins spécialisés.

Des **formations de prévention du suicide** sont aussi financées : les « formations sentinelle » de repérage des personnes en souffrance au sein de son milieu de vie ou de travail et d'orientation de ces personnes vers les ressources d'évaluation et/ou de soins), les formations « Evaluation de la crise suicidaire » (évaluation clinique du potentiel suicidaire), les formations de formateurs en prévention du suicide, ainsi que le projet Etucare (programme numérique pour prendre soin de sa santé mentale quand on est étudiant), et le dispositif Vigilans de re-contact et de veille post-hospitalier de patients ayant effectué une tentative de suicide (**336 k€**).

A cela s'ajoute le financement de **formations PSSM – Premiers secours en santé mentale** qui sont l'équivalent en santé mentale des gestes de premiers secours : **186 k€** ont été alloués dans le cadre du volet santé mentale des Contrats Locaux de Santé et **91 k€** ont été utilisés pour déployer des formations PSSM à destination des professionnels de l'Education Nationale, des forces de l'ordre ou encore au sein de Centres Hospitaliers Spécialisés. **653 k€** ont aussi été versés à des centres d'hébergement et de réinsertion sociale, des hébergements d'urgence et accueils de jour, pour faciliter et renforcer l'accompagnement et la prise en charge **psychologique des personnes en situation de précarité** (mesure 9 issue des Assises de la Santé Mentale et de la Psychiatrie de septembre 2021).

Pour lutter contre les déserts médicaux, le gouvernement encourage des médecins volontaires à exercer une « **mission de solidarité territoriale** » en assurant des journées (ou demi-journées) de consultations dans les zones les plus fragiles. Les consultations solidaires par des médecins sont possibles dans 151 zones en France identifiées comme prioritaires, ou « zones rouges », dont 15 en Bourgogne-Franche-Comté. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du Pacte de Lutte contre les déserts médicaux lancé par le gouvernement en avril 2025. Afin de faciliter l'accueil des médecins solidaires dans la région, une aide financière, pour l'achat de matériel et de consommables visant à équiper les cabinets, a été versée à 13 sites (**186 k€**).

EFFICIENCE DES STRUCTURES SANITAIRES ET MÉDICO-SOCIALES ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LEURS PERSONNELS : **52,5M€**

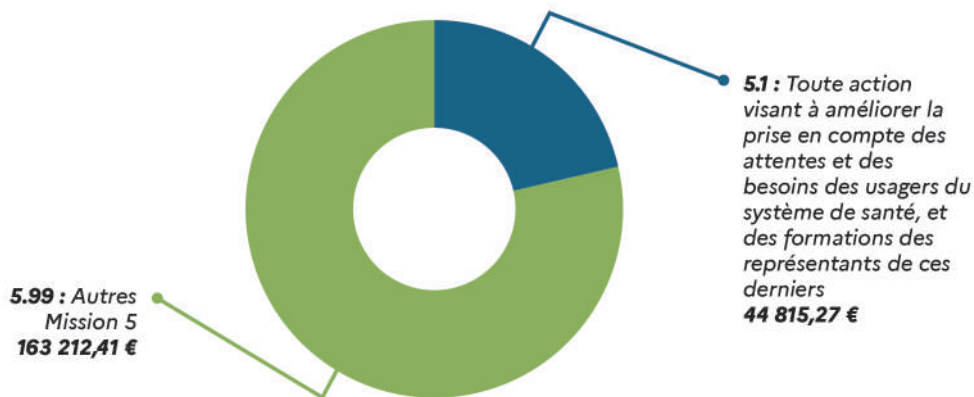


Le programme **Séjour numérique** doit permettre à la région Bourgogne-Franche-Comté d'accélérer les usages des professionnels et des structures pour la dématérialisation des échanges et du partage des informations du parcours de santé. L'ARS s'appuie sur le GRADeS (Groupement Régional d'Appui au Développement de la e-Santé) afin d'accompagner les établissements dans la mise en œuvre des services socles et articule ses actions avec la Direction de la coordination de la gestion du risque (DCGDR) pour promouvoir les services auprès de tous les professionnels et de toutes les structures de la région (**730 k€**).

Financement en 2025, d'actions de promotion de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans le secteur de la santé et de lutte contre les violences à caractère sexiste et sexuel, avec la mise en place d'un partenariat

avec l'association « **Donner des Elles à la Santé** » (**25 k€**). Ce partenariat s'inscrit dans le Plan pluriannuel de mobilisation en faveur des métiers du social, du médico-social et de la santé, « de l'orientation à l'emploi ». En effet, l'attractivité des métiers du soin et de l'accompagnement constitue aujourd'hui un défi majeur pour notre système de santé. Attirer et fidéliser les professionnels passe non seulement par une amélioration des conditions d'exercice, mais aussi par un engagement fort en faveur de l'égalité professionnelle et de la lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE SANITAIRE : 208K€



Le dispositif « **label et concours droits des usagers de la santé** » vise à repérer et à valoriser les initiatives locales qui traduisent concrètement un engagement partenarial – professionnels et usagers – en faveur des droits des usagers et de soutenir toutes les actions au profit de ces derniers. Le dispositif s’appuie sur une labellisation régionale, soutenue financièrement par l’ARS (**5k€**), sur avis de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé (CSDU) de la conférence régionale de la santé et de l’autonomie (CRSA) :

● **L’Association Faire ça voir** a reçu 2 k€ pour une action de sensibilisation sur la déficience visuelle à destination des étudiants lors d’ateliers et conférences, du grand public lors de salons dédiés, des professionnels médicaux et paramédicaux via des réunions locales.

- **L’EPSM La Chartreuse** a reçu un financement de 1 k€ pour mettre en place une démarche participative en associant les usagers et les professionnels à l’illustration de la charte institutionnelle.
- **L’hôpital de Tonnerre** a été retenu pour un projet de mini-séries vidéo coconstruites par des professionnels et usagers, diffusées sur les écrans dynamiques de l’hôpital afin de sensibiliser, informer et former de façon accessible et engageante (1 k€).
- **L’association ELISEA** a reçu 1 k€ pour mettre en place des actions de sensibilisation aux enjeux de l’obésité et de la santé globale pour bien vieillir : animations du Vélo Smoothie « Bien Manger, Bien Bouger », ateliers sur les idées reçues sur l’alimentation, animations ludiques sur l’activité physique.



FOCUS SUR DES ACTIONS SOUTENUES AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES :

FOCUS

Le FIR constitue un levier de financement permettant de soutenir des actions souples et adaptées aux besoins des populations. Dans ce cadre, les Directions Territoriales¹ disposent d'une enveloppe déléguée, le Fonds d'Intervention Territoriale (FIT), instauré en 2024 afin de renforcer la territorialisation de l'action de l'ARS et d'accroître leur capacité d'initiative. Le FIT permet donc aux directions territoriales de financer des actions de proximité et contribuer ainsi plus rapidement au développement d'actions identifiées comme prioritaires sur leur territoire. Le financement d'actions de proximité peut également provenir, au-delà du FIR et du FIT, de réponses à des Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI).

DANS LE CADRE DU FIT, NOUS POUVONS CITER :

→ Le financement d'un **parcours de formation pour les managers des établissements ou service social ou médico-social (ESMS) de la Fondation Plurielle** (dans le Doubs) afin d'améliorer les conditions de travail, fidéliser les professionnels et rendre les métiers plus attractifs (**20 k€**). Dans un contexte de tension des ressources humaines, leur montée en compétence est un levier essentiel pour instaurer un climat de confiance, limiter le turnover et attirer durablement de nouveaux talents.

→ Les **expérimentations menées dans 3 EHPAD de Côte d'Or afin de valoriser le métier d'aide-soignante**. Chaque établissement bénéficie de 12 journées d'intervention, construites sur mesure pour s'adapter aux réalités et aux besoins spécifiques des équipes. Ce projet repose sur l'alternance de temps d'échange et d'accompagnement sur le terrain, d'un soutien collectif et individuel, dans une approche humaniste centrée sur l'écoute, le respect et la valorisation de chaque professionnel (**11 k€**).

→ Le projet visant à former et valoriser des personnels étrangers par la mise en œuvre d'une **Validation des acquis de l'expérience inversée**, spécifiquement adaptée aux aides-soignantes étrangères diplômées dans leur pays d'origine mais dont les titres ne sont pas reconnus en France, pour palier à la pénurie de personnel soignant, sur Chalon-Sur-Saône (**30 k€**).

→ La poursuite du co-financement d'un **bus santé des femmes** dans le Jura afin de lutter contre le renoncement aux soins des femmes, de proposer une offre de santé en priorité aux femmes isolées et précaires (**90 k€**).

→ La poursuite du financement d'un poste d'infirmière au sein d'une **équipe territoriale**, qui vise à faciliter l'accès à un médecin traitant sur la Nièvre (**57 k€**).

PARMI LES AMI LANCÉS EN 2025, NOUS POUVONS CITER :

→ L'AMI **Une seule santé** : financement des **jardins partagés thérapeutiques** portés par la Maison de Santé Pluriprofessionnelle de la Brancionne (en Saône et Loire) en collaboration avec les collectivités du sud Mâconnais (**38 k€**) ; financement du projet visant à informer sur la **problématique de la leptospirose** porté par la communauté professionnelle territoriale de santé Croisée Comtoise (en Haute-Saône) qui est une préoccupation locale, notamment au sein de la communauté agricole (**23 k€**).

→ L'AMI des « **1 000 premiers jours** » : financement d'un **poste de coordinateur** en Haute-Saône en charge de Structurer et animer une dynamique partenariale forte à l'échelle départementale autour des « 1000 premiers jours » (**3 k€** pour 2 mois). Financement des **Cercles de parents** (en Côte d'Or) qui consiste à offrir aux parents des espaces de parole (**8 k€**).

→ L'AMI **ICAPS** (Intervention auprès des Collégiens centrée sur l'activité Physique et la Sédentarité) : financement d'**activités sportives au plus près de la population rurale** de Puisaye Forterre dans l'Yonne (30 k€) ; promotion de la **pratique régulière d'une activité physique auprès des collégiens** volontaires et présentant un score de sédentarité élevé du collège Simone Signoret de Belfort, ainsi que de leur entourage, afin de lutter contre la sédentarité et l'inactivité physique et ses effets sur la santé (**21 k€**).

EN DEHORS DU FIT ET DES AMI, DES PROJETS SONT AUSSI FINANCÉS DANS LES TERRITOIRES, PARMIS LESQUELS NOUS POUVONS CITER :

→ Le **projet de Postvention individuelle** pour repérer et intervenir auprès des personnes exposées à un décès par suicide ou à une tentative de suicide (endeuillées et témoins) : financement de groupes de soutien, au CHS Saint Ylie dans le Jura, pour des personnes endeuillées par suicide résidant dans les départements du Jura, de Côte d'Or, du Doubs et de Saône et Loire dans un premier temps, pour être étendus ensuite à tout le territoire de Bourgogne-Franche-Comté (**61 k€**).

→ La **mise en place d'actions de prévention** pendant 3 ans dans les centres de santé départementaux de la Nièvre (**300 k€**), en lien avec le centre municipal de santé de Varennes Vauzelles.

→ La **téléconsultation en médecine générale assistée d'un infirmier**, sur le territoire du Centre Yonne sous-doté en médecine générale (**6 k€**).

→ La **médiation en santé auprès des femmes victimes de violence**, avec le recrutement d'un médiateur santé au sein du Centre départemental d'information sur les droits des femmes et des familles de Haute-Saône (**39 k€**).

¹ Le périmètre du FIT en 2025 est le suivant :

- Les actions financées dans le cadre de la démocratie en santé
- Les Contrats locaux de santé- CLS et le financement des postes d'Animateurs santé- AS
- Les soins primaires : les maisons de santé pluridisciplinaire, les équipes de soins primaire, les communautés professionnelles territoriales de santé, les cabinets éphémères
- Le plan de mobilisation RH : attribution de 30 k€/an, à chaque département, pour mettre en œuvre des projets à l'échelle territoriale en lien avec l'attractivité des métiers du social, du médico-social et de la santé.



financement

FONDS D'INTERVENTION RÉGIONAL

par fiches action en AE

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
Bourgogne-Franche-Comté

2025



OFFRE DE SOINS

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
1_01 : Urgences	Carences ambulancières	3 972 303
	Certificats de décès avec URPS	20 000
	Coordination ambulancière	553 500
	Médecins correspondant de SAMU et assimilés	873 177
	Régulation libérale hors PDSA	183 000
	SAS association de régulation	51 474
	SAS régulation	3 906 005
	VLI-EPMU-transport bariatrique	235 405
Total 1_01 : Urgences		9 794 864
1_03 : Soutien à la démo. des PS : aides à l'installation et pour l'attractivité des territoires	Aide à l'installation	26 126
	Soutien à la démographie des PS	79 880
Total 1_03 : Soutien à la démo. des PS : aides à l'installation et pour l'attractivité des territoires		106 006
1_04 : Soutien à la démo. des PS : soutien aux postes à recrutement difficile	Primes multi établissements sage-femme	99 000
	Primes oncologues FC	110 000
Total 1_04 : Soutien à la démo. des PS : soutien aux postes à recrutement difficile		209 000
1_05 : Accomp. RH des ES : appui aux restructurations et aides individuelles associées, attractivité des métiers, formation continue	Accompagnement RH	110 000
	Autres appuis aux RH	50 000
Total 1_05 : Accomp. RH des ES : appui aux restructurations et aides individuelles associées, attractivité des métiers, formation continue		160 000
1_06 : Soutien à la formation médicale et paramédicale	Formation médicale	3 974 990
	Formation para-médicale	771 942
Total 1_06 : Soutien à la formation médicale et paramédicale		4 746 932
1_07 : PDES	PDES éts privés	1 521 982
	PDES éts publics	43 815 514
Total 1_07 : PDES		45 337 496
1_08 : Périnatalité	CPP	1 529 722
	Dépistage néonatal	375 090
	Périnatalité : autres	2 097 529
	Périnatalité : formation	26 500
	Réseau périnatal	1 369 234
	SI périnatal	30 767
Total 1_08 : Périnatalité		5 428 842
1_10 : cancer	Cancer : financement de postes	495 385
	Cancer : soins	4 173 244
	Cancer : structures	358 778
	Réseau cancer	1 542 490
Total 1_10 : cancer		6 569 897
1_11 : soins palliatifs	Equipes soins palliatifs	11 008 658
Total 1_11 : soins palliatifs		11 008 658
1_12 : gériatrie	Equipes mobiles de gériatrie	6 405 803
Total 1_12 : gériatrie		6 405 803

OFFRE DE SOINS

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
1_13 : Médecine légale	Médecine légale	154 743
Total 1_13 : Médecine légale		154 743
1_14 : Cardiologie	Cardiologie : parcours	480 109
Total 1_14 : Cardiologie		480 109
1_15 : neuro AVC	Filière neurologie	750 297
	Réseau neurologie	479 140
Total 1_15 : neuro AVC		1 229 437
1_16 : obésité	Lutte contre l'obésité	345 620
	Réseau obésité	776 962
Total 1_16 : obésité		1 122 582
1_19 : Santé mentale	Prévention suicide	702 747
	Santé mentale : autres	1 812 788
Total 1_19 : Santé mentale		2 515 535
1_20 : Modernisation immobilière	Modernisation immobilière : autres	240 000
	Modernisation immobilière hospitalière	26 806 844
Total 1_20 : Modernisation immobilière		27 046 844
1_21 : Appui à la performance des établissements de santé	Mission d'appui	130 343
	Performance hospitalière : autres	568 300
Total 1_21 : Appui à la performance des établissements de santé		698 643
1_22 : Soutien aux établissements en difficulté	Soutien aux ES	15 292 493
Total 1_22 : Soutien aux établissements en difficulté		15 292 493
1_23 : Politique régionale du médicament	Politique régionale du médicament	443 522
Total 1_23 : Politique régionale du médicament		443 522
1_24 : Attractivité des métiers	Attractivité des territoires	173 583
Total 1_24 : Attractivité des métiers		173 583
1_25 : Communication	Congrès	11 960
Total 1_25 : Communication		11 960
TOTAL OFFRE DE SOINS		138 936 949

OFFRE MÉDICO-SOCIALE

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
4_01 : Accès aux soins/accès à la prévention	Handiconsult	110 000
	Handident	53 000
	Médico-social : autres PA/PH	753 043
	SSIAD renforcés	190 000
Total 4_01 : Accès aux soins/accès à la prévention		1 106 043
4_02 : Aide aux aidants	Appui /coordination	50 000
Total 4_02 : Aide aux aidants		50 000
4_03 : Consultations mémoires	Consultations mémoires	3 879 618
Total 4_03 : Consultations mémoires		3 879 618
4_04 : Pairaidance/autodétermination	Club House	250 000
	GEM	4 380 500
	Médico-social : autres PA/PH	376 900
Total 4_04 : Pairaidance/autodétermination		5 007 400
4_05 : Structure d'appui et expertise	Appui /coordination	320 000
	Etude/qualité/action/formation	348 469
	Structure de niveau 3 TND	890 600
Total 4_05 : Structure d'appui et expertise		1 559 069
4_06 : Vie intime et sexuelle / soutien à la parentalité	Intimagir	108 000
Total 4_06 : Vie intime et sexuelle / soutien à la parentalité		108 000
4_07 : Insertion professionnelle	Emploi Accompagné	1 456 402
Total 4_07 : Insertion professionnelle		1 456 402
4_08 : Médico-social autres PA/PH	Médico-social autres PA/PH	4 571 179
Total 4_08 : Médico-social autres PA/PH		4 571 179
TOTAL OFFRE MEDICO-SOCIALE		17 737 711

ANIMATION TERRITORIALE

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
5_01 : Animation territoriale	Animateur santé	758 093
	Autres	1 064 370
	Contrats de ville	13 000
	Contrats Locaux de santé	869 365
	Evènements	1 246
	Projet territorial de santé mentale	30 048
Total 5_01 : Animation territoriale		2 736 121
5_02 : Evaluation	Evaluation des projets FIR	134 601
Total 5_02 : Evaluation		134 601
5_03 : Appui aux soins primaires et coordina- tion des parcours	Appui aux équipes	50 561
	CPTS	231 770
	Dispositifs de soutien à la démographie médi- cale	2 156 931
	Exercices coordonnés	1 278 506
	Formation et recherche en soins primaires	30 810
Total 5_03 : Appui aux soins primaires et coordination des parcours		3 748 578
5_04 : Accès aux soins urgents	PDSA régulateurs libéraux	106 477
	PDSA structures	950 906
	SI transports sanitaires	8 612
	Soins non programmés	72 295
	Transports sanitaires urgents	502 040
Total 5_04 : Accès aux soins urgents		1 640 330
5_04 : Accès aux soins urgents - transports sanitaires (hors AMU)	Indemnités de substitutions	52 296
	PDSA Cahier des charges	3 980 233
	PDSA régulateurs libéraux	4 085 310
	PDSA structures	241 336
	SI transports sanitaires : commande numérique	71 408
	Soins non programmés	60 000
	Transports sanitaires urgents	48 990
Total 5_04 : Accès aux soins urgents - transports sanitaires (hors AMU)		8 539 572
5_05 : Conseil national de refondation Santé	Conseil national de refondation Santé	175 985
Total 5_05 : Conseil national de refondation Santé		175 985
TOTAL ANIMATION TERRITORIALE		16 975 187

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
6_01 : Éducation thérapeutique du patient	ETP : autres	384 343
	Programmes ETP ambulatoires	582 545
	Programmes ETP hospitaliers	3 250 562
	UTEP	896 864
Total 6_01 : Éducation thérapeutique du patient		5 114 314
6_02 : Lutte contre les risques infectieux	CEGIDD	3 766 302
	CLAT	2 041 271
	Lutte contre les risques infectieux : autres	1 074 751
	Vaccination	1 018 413
Total 6_02 : Lutte contre les risques infectieux		7 900 737
6_03 : Parcours addictions	ELSA	3 789 875
	FLCA	1 599 000
	Parcours addictions : autres	289 930
	Pôle ressources en addictologie	925 207
	TAPAJ	30 433
Total 6_03 : Parcours addictions		6 634 445
6_04 : Santé mentale : prévention	Prévention suicide	64 264
	Santé mentale prévention : autres	15 500
Total 6_04 : Santé mentale : prévention		79 764
6_05 : Maladies chroniques non transmissibles	Cancers : dépistage et prévention	3 755 489
	Diabète	208 950
	Diabète et maladie rénale chronique	311 041
	Insuffisance rénale chronique	42 500
Total 6_05 : Maladies chroniques non transmissibles		4 317 980
6_06 : Développement des comportements favorables à la santé	Développement des compétences psychosociales	597 890
	Développement des comportements favorables à la santé : autres	2 724 797
	Maison des adolescents	2 844 567
	Prévention jeunes : autres	468 774
	Santé sexuelle	36 750
	Service sanitaire	74 385
Total 6_06 : Développement des comportements favorables à la santé		6 747 163
6_07 : Nutrition : prévention	MSS - Maison sport santé	230 895
	Nutrition, activité physique et alimentation	1 291 629
Total 6_07 : Nutrition : prévention		1 522 524
6_08 : Personnes âgées et personnes en situation de handicap : prévention	PA : prévention	203 487
Total 6_08 : Personnes âgées et personnes en situation de handicap : prévention		203 487
6_09 : Parcours précarité	Parcours précarité : autres	40 430
	PASS	2 581 331
	Prévention précarité	1 115 951
	Prise en charge des patients en situation de précarité en ES	5 013 277
Total 6_09 : Parcours précarité		8 750 989
6_10 : Veille et sécurité Sanitaire	Antibiothérapie	736 734
	Gestion SSE	18 040
	Prévention des IAS	924 139
	Qualité	872 743
Total 6_10 : Veille et sécurité Sanitaire		2 551 656

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
6_11 : PRSE	Autres risques dont environnement extérieur	856 589
	Habitat, milieux intérieurs	430 178
	Prévention des risques : eau	159 715
Total 6_11 : PRSE		1 446 482
6_12 : DSP : fonctionnement	DSP fonctionnement : autres	41 257
	Santé Environnement	246 506
	Situations sanitaires exceptionnelles	2 681
Total 6_12 : DSP : fonctionnement		290 444
6_13 : Une Seule Santé	Une Seule Santé	255 962
Total 6_13 : Une Seule Santé		255 962
TOTAL SANTE PUBLIQUE		45 815 947

DIRECTION DE LA STRATÉGIE

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
8_01 : Démocratie sanitaire	Démocratie en santé : autres	63 567
	Formation des représentants des usagers	35 222
	Label droit des usagers	5 000
	Organisation des instances	102 353
Total 8_01 : Démocratie sanitaire		206 142
8_02 : PRS	Appui documentaire	74 200
	Suivi PRS	4 594
Total 8_02 : PRS		78 794
8_03 : Partenariats Universités	Pôle régional de santé publique	169 000
	Université été	20 000
Total 8_03 : Partenariats Universités		189 000
8_04 : Observations, analyses, statistiques	Observation / Etudes	387 500
Total 8_04 : Observations, analyses, statistiques		387 500
8_05 : E_santé	E-Ticss	4 467 556
	Mutualisation et SI	7 392 368
	Télémedecine	2 179 075
Total 8_05 : E_santé		14 038 999
8_06 : Projets innovants	Art 51 LFSS2018	835 010
	Innovation en région	422 600
Total 8_06 : Projets innovants		1 257 610
8_07 : Dispositifs d'appui à la coordination	DAC	13 996 627
Total 8_07 : Dispositifs d'appui à la coordination		13 996 627
TOTAL STRATEGIE		30 154 672



DIRECTION DE LA COMMUNICATION

FICHE ACTION	DISPOSITIF	MONTANT
9_01 : Culture santé	Appel à projets	105 000
	Centre ressource	10 000
Total 9_01 : Culture santé		115 000
9_02 : Communication	Env. externe COM métier	32 914
Total 9_02 : Communication		32 914
TOTAL COMMUNICATION		147 914
TOTAL GENERAL		249 768 380